

DECISION

OBJET : MONTCEAU LES MINES - Contrat de transaction entre la Communauté Urbaine, Madame Sara SOUFI et la Société France PARE-BRISE - Sinistre du 13 octobre 2025

Le PRÉSIDENT de la COMMUNAUTE URBAINE du CREUSOT-MONTCEAU-LES-MINES,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 02 octobre 2024, devenue exécutoire à compter du 03 octobre 2024, lui donnant délégation d'attributions, dans le cadre de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que le 13 octobre 2025, lors d'une opération de désherbage, rue de Moulins sur la commune de MONTCEAU LES MINES, un caillou a été projeté sur la vitre latérale d'un véhicule appartenant à Madame Sara SOUFI et l'a brisé,

Considérant que la vitre latérale doit être remplacée,

Considérant que Madame Sara SOUFI a fait changer la vitre latérale de son véhicule par la Société France PARE-BRISE domiciliée 2 Avenue des Alouettes sur la commune de MONTCEAU LES MINES,

Considérant que Madame Sara SOUFI a demandé à la CUCM de régler directement la société France PARE-BRISE,

Considérant que la facture consécutive à ce remplacement s'élève à deux cent dix-neuf euros et quarante-six centimes (219,46 €),

DECIDE ce qui suit :

- De conclure un contrat de transaction avec Madame Sara SOUFI et la Société France PARE-BRISE pour le règlement du préjudice subi ;
- Madame Sara SOUFI accepte que le règlement soit directement versé à la Société France PARE-BRISE qui a effectué le remplacement de la vitre latérale de son véhicule et renonce en contrepartie à tout recours relatif à ce sinistre ;
- Un mandat administratif sera effectué à la Société France PARE-BRISE pour un montant de deux cent dix-neuf euros et quarante-six centimes (219,46 €) ;
- La dépense sera imputée au budget 2025 sur la ligne correspondante ;

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président de la Communauté Urbaine Creusot Montceau dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Un recours contentieux peut également être introduit auprès du tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas- Dijon 21000) soit par courrier, soit par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de la CUCM si un recours administratif a été préalablement déposé ;
- La présente décision sera communiquée aux membres du conseil communautaire à la faveur d'une prochaine réunion ;

Fait à Le Creusot, le 23 octobre 2025

Certifié pour avoir été reçu
à la sous-préfecture le 27 octobre 2025
et publié, affiché ou notifié le 27 octobre 2025

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT,

David MARTI

Handwritten signature of David Marti in black ink.

LE PRESIDENT,

David MARTI

Handwritten signature of David Marti in black ink.